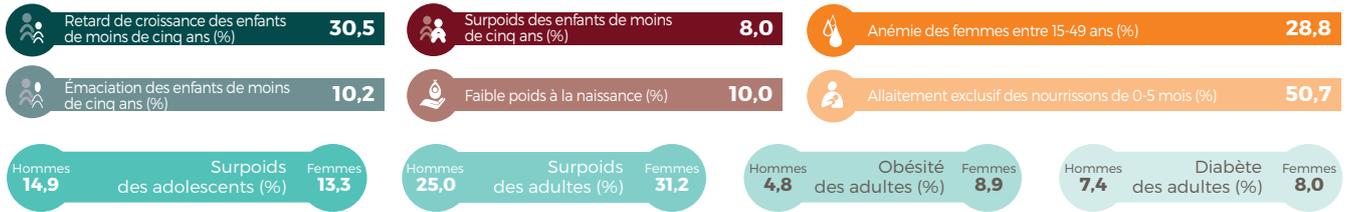


# Indonésie



**Date d'adhésion :** décembre 2010  
**Population :** 273,52 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/INDONESIA



## APERÇU COVID-19

Le NNC a publié un guide pour les actions du Groupe sectoriel pour la nutrition local, avec des recommandations concernant les substituts du lait maternel, des conseils sur les aliments riches en nutriments et enrichis figurant sur les emballages alimentaires, ainsi que des orientations sur la manière de centrer ses efforts sur les plus vulnérables. Le secrétaire à l'Agriculture défend des régimes alimentaires plus sains et à base de plantes.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

TOTAL PONDÉRÉ 2020		76.8%														
<table border="1"> <tr><td>2014</td><td>44%</td></tr> <tr><td>2015</td><td>67%</td></tr> <tr><td>2016</td><td>73%</td></tr> <tr><td>2017</td><td>73%</td></tr> <tr><td>2018</td><td>73%</td></tr> <tr><td>2019</td><td>73%</td></tr> <tr><td>2020</td><td>79%</td></tr> </table>	2014	44%	2015	67%	2016	73%	2017	73%	2018	73%	2019	73%	2020	79%	<p><b>Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun</b></p> <p>Les réseaux SUN coordonnent leurs activités avec le ministère du Développement national et de la Planification et organisent des forums de coordination. Il existe des consignes et des lignes directrices claires émanant du plus haut niveau politique, cependant la Plateforme multiacteurs peut s'améliorer concernant les actions collaboratives. L'Indonésie a organisé un Sommet sur le retard de croissance (le processus de Rembuk Stunting) aux niveaux central et local et encourage les innovations au niveau des districts. La participation au Rassemblement mondial du Mouvement SUN était une priorité.</p>	<p><b>PRIORITÉS 2020-2021</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Lancer un décret présidentiel pour institutionnaliser l'amélioration de la nutrition</li> <li>Développer un système intégré à des fins de suivi et d'évaluation par le biais d'un tableau de bord de données sur la santé et la nutrition</li> <li>Synchroniser la stratégie nationale sur la communication sur le changement des comportements au niveau infranational et impliquer le CSA</li> <li>Organiser des réunions régulières avec les réseaux SUN pour assurer un suivi des avancées</li> <li>Poursuivre la discussion sur les conflits d'intérêts.</li> <li>Discuter du système de marquage budgétaire pour les secteurs non gouvernementaux et infranationaux</li> </ul>
2014	44%															
2015	67%															
2016	73%															
2017	73%															
2018	73%															
2019	73%															
2020	79%															
<table border="1"> <tr><td>2014</td><td>50%</td></tr> <tr><td>2015</td><td>70%</td></tr> <tr><td>2016</td><td>79%</td></tr> <tr><td>2017</td><td>79%</td></tr> <tr><td>2018</td><td>81%</td></tr> <tr><td>2019</td><td>81%</td></tr> <tr><td>2020</td><td>83%</td></tr> </table>	2014	50%	2015	70%	2016	79%	2017	79%	2018	81%	2019	81%	2020	83%	<p><b>Garantir un cadre politique et juridique cohérent</b></p> <p>Le gouvernement a formulé un projet de décret présidentiel sur l'accélération de la réduction du retard de croissance, remplaçant le décret n° 42/2013. Ce projet contient des objectifs plus spécifiques sur la réduction du retard de croissance et associe 25 ministères ou institutions, implique la participation de secteurs non gouvernementaux et renforce la coordination au niveau infranational (provinces, districts et villages). En outre, la réduction du retard de croissance est devenue un projet phare du Plan national de développement à moyen terme (RPJMN) 2020-2024.</p>	
2014	50%															
2015	70%															
2016	79%															
2017	79%															
2018	81%															
2019	81%															
2020	83%															
<table border="1"> <tr><td>2014</td><td>48%</td></tr> <tr><td>2015</td><td>75%</td></tr> <tr><td>2016</td><td>75%</td></tr> <tr><td>2017</td><td>75%</td></tr> <tr><td>2018</td><td>79%</td></tr> <tr><td>2019</td><td>75%</td></tr> <tr><td>2020</td><td>75%</td></tr> </table>	2014	48%	2015	75%	2016	75%	2017	75%	2018	79%	2019	75%	2020	75%	<p><b>Aligner les actions sur des résultats communs</b></p> <p>Le ministère de la Planification du développement national met actuellement au point une plateforme intégrée conçue pour le suivi et l'évaluation du programme sur le retard de croissance au niveau national. Le gouvernement utilise également une application pour mettre en œuvre des actions de lutte contre le retard de croissance dans des milliers de villages. Ce nouveau système visera à inclure davantage de parties prenantes non gouvernementales. Le Plan national pour l'alimentation et la nutrition (RAN-PG) est en cours de discussion pour renforcer la collaboration intersectorielle à tous les niveaux.</p>	
2014	48%															
2015	75%															
2016	75%															
2017	75%															
2018	79%															
2019	75%															
2020	75%															
<table border="1"> <tr><td>2014</td><td>35%</td></tr> <tr><td>2015</td><td>65%</td></tr> <tr><td>2016</td><td>65%</td></tr> <tr><td>2017</td><td>60%</td></tr> <tr><td>2018</td><td>75%</td></tr> <tr><td>2019</td><td>64%</td></tr> <tr><td>2020</td><td>70%</td></tr> </table>	2014	35%	2015	65%	2016	65%	2017	60%	2018	75%	2019	64%	2020	70%	<p><b>Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources</b></p> <p>Le budget des programmes sur le retard de croissance augmente et le gouvernement central a transféré des fonds aux gouvernements locaux pour les programmes dans ce domaine. L'alignement des activités et des budgets est effectué entre les secteurs gouvernementaux, cependant il est nécessaire de le coordonner entre les réseaux SUN afin d'identifier les lacunes financières et d'y remédier. Il existe des groupes de travail pour les dons au niveau des districts, toutefois les systèmes d'élaboration de rapports et de distribution ne sont pas bien établis.</p>	
2014	35%															
2015	65%															
2016	65%															
2017	60%															
2018	75%															
2019	64%															
2020	70%															